

SELECTION DU GESTIONNAIRE DU FONDS D'INVESTISSEMENT DEDIE AU LOGEMENT INTERMEDIAIRE DENOMME SLI

MODUS OPERANDI

TRANSMISSION DE L'ACCORD DE CONFIDENTIALITE

Conformément à l'article « Modalités d'obtention du dossier de consultation du dossier de consultation et de transmission des dossiers des opérateurs économiques » du règlement de la consultation :

« A l'exception des annexes 4 (Tableau récapitulatif des accords-cadres et marchés subséquents en vigueur), 5 (Rapports annuels et de gestion de la SLI au titre des années 2022, 2023, 2024 et du premier semestre 2025), 6 (Tableau de présentation des opérations en cours), 7 (Notes sur les actifs sensibles de la SLI) et 8 (Présentation de l'état de décaissement des VEFA de la SLI) du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) les candidats peuvent télécharger, librement les documents de la consultation jusqu'à la date limite de remise des offres sur le profil acheteur de l'Etat « PLACE » à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Le retrait des documents s'effectue UNIQUEMENT par voie électronique.

S'agissant des annexes 4 (Tableau récapitulatif des accords-cadres et marchés subséquents en vigueur), 5 (Rapports annuels et de gestion de la SLI au titre des années 2022, 2023, 2024 et du premier semestre 2025), 6 (Tableau de présentation des opérations en cours), 7 (Notes sur les actifs sensibles de la SLI) et 8 (Présentation de l'état de décaissement des VEFA de la SLI) du CCTP, il est fait application de l'article L.2132-1 du Code de la commande publique (CCP) qui dispose que « les acheteurs peuvent imposer aux opérateurs économiques des exigences visant à protéger la confidentialité des informations qu'ils communiquent dans le cadre de la procédure de passation de marché public » et de R.2132-5 du CCP permettant à l'acheteur de ne pas publier l'intégralité des documents de la consultation sur son profil d'acheteur à compter de la publication de l'avis de marché dès lors que l'acheteur impose aux opérateurs économiques des exigences visant à protéger la confidentialité de certaines informations.

Par conséquent, afin de garantir la confidentialité de certaines informations sensibles et confidentielles figurant dans ces annexes, ceux-ci ne sont pas en accès libre sur le profil acheteur de l'Etat

« PLACE » : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. La communication de ce document est strictement subordonnée à la signature préalable d'un accord de confidentialité par les candidats ayant manifesté leur intérêt à la consultation. Cet accord de confidentialité (annexe 1 du Règlement de consultation) est joint au dossier de consultation des entreprises dès le lancement de la consultation.

Il est précisé que jusqu'aux date et heure limites de remise des candidatures et des offres, les annexes 4 ; 5 ; 6 ; 7 ; 8 du CCTP seront transmis via « PLACE » aux seules opérateurs économiques ayant retourné à la SLI, par échange électronique via « PLACE », l'accord

de confidentialité dûment daté et signé.

A ce stade les candidats peuvent produire l'accord de confidentialité scanné comportant la signature manuscrite de la personne en capacité de représenter le candidat, accompagné d'un extrait de Kbis (ou équivalent) ou d'une délégation de signature.

Toutefois, il est précisé qu'il sera exigé du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché de fournir l'accord de confidentialité (à l'identique de celui signé de manière manuscrite) signé électroniquement ou l'original signé manuscritement selon les modalités indiquées à l'article « Signature des documents du Marché » du règlement de consultation.

En complément des dispositions susvisées, il est précisé aux candidats que l'accord de confidentialité signé et l'extrait de Kbis (ou équivalent) ou la délégation de signature doivent être adressés à la SLI *via* PLACE à partir uniquement de **l'onglet « Question » de la messagerie sécurisée.**

Les candidats intitulent leur « Question » : « *transmission de l'accord de confidentialité* » et y insèrent les pièces jointes.
